

# La Presse ÉCONOMIE

MOHSEN HASSAN, ANCIEN MINISTRE  
DU COMMERCE, A LA PRESSE

“CE GOUVERNEMENT  
DISPOSE D’UNE PLUS  
GRANDE MARGE DE  
MANŒUVRE POUR  
DÉMARRER LES GRANDES  
RÉFORMES”



Page 3

SUPPLÉMENT HEBDOMADAIRE DU MERCREDI 13 OCTOBRE 2021

PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL : NABIL GARGABOU — DIRECTEUR DE LA RÉDACTION DES PUBLICATIONS : CHOKRI BEN NESSIR

## BILLET

EN 2022

### De nouveaux défis

Par Najoua HIZAOU

La nouvelle Cheffe du gouvernement, Najla Bouden Romdhane, et son équipe vont devoir s'atteler à un agenda particulier, lourd de tâches et de challenges durant les prochains mois. Les attentes sont grandes sur le plan politique, économique et social. Les méga-chantiers à lancer, et ceux à finaliser, sont décisifs pour l'avenir du pays. Le nouveau gouvernement, pour répondre aux attentes des citoyens, devra s'attaquer à une panoplie de défis socioéconomiques. Il doit, en effet, jongler entre la poursuite de la mise en place des réformes structurantes initiées et la remise sur les rails d'une économie fragilisée par la pandémie. De nouveaux défis devraient se poser aussi avec davantage d'acuité en 2022. Décidément, la tâche ne s'annonce pas facile. Le dossier le plus urgent pour la nouvelle équipe gouvernementale sera l'élaboration du projet de loi des finances 2022, qui doit être adaptée aux contraintes budgétaires actuelles, ainsi que la mise en œuvre du projet de loi de finances complémentaire 2021. À court et moyen termes, c'est bien évidemment le projet de réforme des finances publiques qui est une des priorités du prochain gouvernement et l'accélération de la reprise de l'économie nationale affaiblie par la pandémie. Le monde des affaires fonde de grands espoirs sur le nouvel exécutif. Des constantes, comme rétablir la confiance des investisseurs nationaux et internationaux, assurer plus de visibilité et assainir le climat des affaires sont incontestablement à repenser. Les déclarations des opérateurs économiques montrent qu'il faut aussi régler le passif, des dossiers et chantiers étant ouverts depuis plusieurs années et dont on ne voit pas l'issue. Le prochain gouvernement aura la lourde tâche de panser les plaies de l'économie nationale afin de renouer avec la croissance. La mise en œuvre de tous les chantiers est tributaire de la croissance que l'économie nationale

réalisera dans les prochaines années. Parallèlement aux chantiers urgents, il aura la responsabilité de présenter une feuille de route, qui définit les orientations stratégiques de sortie de la crise économique et proposer un chemin du changement crédible et réalisable. Tout cela fait que les attentes des Tunisiens vis-à-vis du nouveau gouvernement sont grandes et légitimes. A y regarder de plus près, on s'aperçoit que les aspirations des citoyens ne sont pas irréalisables, dans la mesure où ils ne veulent que vivre dignement au sein de la société, grâce notamment à des débouchés variés. Tous convergent vers un même objectif, celui d'améliorer les conditions de vie des Tunisiens, en l'occurrence leur pouvoir d'achat devenu de plus en plus précaire. Le contexte actuel est particulièrement défavorable, comme en témoigne la prévalence de certains stigmates de la crise sur l'économie nationale. Il suffit de se pencher sur la dernière réunion du conseil d'administration de la Banque centrale de Tunisie qui a réitéré ses profondes préoccupations face à la situation financière actuelle critique et le tarissement aigu des ressources financières extérieures, face aux besoins importants pour boucler le budget de l'Etat pour l'année 2021, traduisant les craintes des bailleurs de fonds internationaux au vu de la détérioration de la notation souveraine de la Tunisie et l'absence d'un nouveau programme avec le FMI. «Ce qui nécessitera l'intensification de la coopération financière bilatérale d'ici la fin de l'année afin de mobiliser autant de ressources extérieures que possible et d'éviter le financement monétaire eu égard à ses répercussions aussi bien sur le niveau de l'inflation que sur les réserves en devises et la gestion du taux de change du dinar, outre son impact négatif sur les relations de la Tunisie avec les bailleurs de fonds et les agences de notation souveraines».

AHMED KARAM, ANCIEN PRÉSIDENT DE L'ASSOCIATION PROFESSIONNELLE  
TUNISIENNE DES BANQUES ET INSTITUTIONS FINANCIÈRES, À LA PRESSE :

«LES ÉNERGIES RENOUVELABLES ET LE TOURISME,  
CLÉS DE VOÛTE DE LA RELANCE ÉCONOMIQUE»

Page 2

ZOOM

REMETTRE LES  
PENDULES À L'HEURE...

Page 4

EXPO DUBAÏ 2020

LE 4 JANVIER 2022,  
JOURNÉE DE LA TUNISIE

Page 4

## LES PRIORITÉS ÉCONOMIQUES DE LA TUNISIE À COURT ET MOYEN TERMES

### DE GRANDS DOSSIERS SUR LA TABLE DU NOUVEAU GOUVERNEMENT

Pour remettre en marche une machine économique à l'arrêt depuis plus de dix ans, le nouveau gouvernement n'a d'autres choix que de se jeter dans la bataille et sans trop tarder. La communauté des affaires et le monde de l'entreprise attendent des signaux, de la visibilité et de l'accompagnement pour qu'ils puissent reprendre confiance, investir et créer des emplois et de la valeur.

Page 2



## بالقرحة نجيبو الفرحة



ooredoo



المساند الرسمي للمنتخب

LES PRIORITÉS ÉCONOMIQUES DE LA TUNISIE À COURT ET MOYEN TERMES

# DE GRANDS DOSSIERS SUR LA TABLE DU NOUVEAU GOUVERNEMENT

Pour remettre en marche une machine économique à l'arrêt depuis plus de dix ans, le nouveau gouvernement n'a d'autres choix que de se jeter dans la bataille et sans trop tarder. La communauté des affaires et le monde de l'entreprise attendent des signaux, de la visibilité et de l'accompagnement pour qu'ils puissent reprendre confiance, investir et créer des emplois et de la valeur. Plusieurs dossiers prioritaires sont sur la table du nouveau gouvernement sur lesquels il doit se pencher le plus tôt possible.

La pandémie du Covid-19 a infligé en 2020 un coup dur à l'économie tunisienne déjà fortement détériorée depuis 2011. La Tunisie a accusé une grave récession, une détérioration des indicateurs économiques et une aggravation de l'endettement. En 2021, la crise sanitaire est encore là, la situation demeure difficile et les perspectives ne sont pas favorables du fait notamment des pressions exercées sur le budget de l'Etat et des difficultés pour la mobilisation des ressources extérieures pour son financement. Quels étaient les effets de cette crise ? Quels sont les facteurs qui ont contribué à son aggravation en 2021 ? Quand et comment l'économie tunisienne pourrait-elle retrouver son dynamisme et nouer avec une croissance durable et inclusive ? Selon Abdelhamid Triki, ancien ministre du Plan et de la Coopération internationale, «le défi majeur de la Tunisie dans cette phase réside dans la relance de l'économie et la réalisation d'une croissance inclusive, créatrice de suffisamment d'emplois tout en assurant la soutenabilité des équilibres financiers de manière à mettre la dette extérieure sur une trajectoire soutenable. Ceci nécessite des réformes et des ajustements solides qui permettent surtout de corriger les distorsions, favoriser l'initiative et inverser



sociales, indique «qu'une analyse précise des déterminants fondamentaux de la crise économique s'avère nécessaire pour pouvoir dégager les pistes susceptibles d'enclencher le début de redressement de la situation et d'amorcer la réinsertion de l'économie tunisienne dans un nouveau cercle vertueux de croissance inclusive et durable».

Et d'ajouter que la tâche qui attend la Tunisie est immense pour «transcender les graves déséquilibres et tirer profit de ses gisements de productivité et de ses synergies. L'on doit, à cet effet, œuvrer impérativement pour rétablir la souveraineté de l'Etat et son rôle d'arbitre, de garant de l'application de la loi, de régulateur et de développeur dans le sens de la mise en place des politiques libérant les énergies latentes et balisant le processus de développement».

Dans ce cadre, il estime qu'il est essentiel de rétablir les équilibres fondamentaux des finances publiques et de la balance des paiements et de maîtriser l'endettement, en renforçant les recettes budgétaires à travers notamment des efforts accrus en matière de lutte contre la fraude fiscale, en contenant «les dépenses improductives et non redistributives» à travers notamment la rationalisation de la politique de compensation. D'autres dossiers doivent être examinés à court, moyen et long termes relatifs à la limitation «des importations intrusives», notamment celles qui relèvent du dumping ou de la consommation de luxe, l'engagement dans l'immédiat dans la réalisation des réformes des caisses de sécurité sociale pour en assurer la pérennité.

**PRIORITÉS DE SAUVETAGE**

De son côté, Hakim Ben Hammouda, ancien ministre des Finances, en définissant les priorités de sauvetage de l'économie nationale, estime que cette opération exige la mise en place d'une série de programmes afin d'arrêter la dérive sans précédent des finances publiques et d'entamer les grandes réformes économiques et la stabilisation. «Ce programme sera complexe et exigera des actions sur le moyen terme. De même, le sauvetage demandera beaucoup de courage et de détermination afin de poursuivre ce programme et atteindre ses objectifs. L'ancien ministre a insisté sur la nécessité de prendre les questions de la relance de la croissance, de l'investissement, de la solidarité et de l'inclusion sociale dans cette nouvelle vision de sauvetage de l'économie tunisienne pour échapper au scénario libanais. «Une feuille de route économique et financière est fondamentale pour sortir des crises actuelles et mettre la Tunisie sur la voie d'une croissance durable et juste».

Najoua HIZAOUI

“ La tâche qui attend la Tunisie est immense pour transcender les graves déséquilibres et tirer profit de ses gisements de productivité et de ses synergies. L'on doit, à cet effet, œuvrer impérativement pour rétablir la souveraineté de l'Etat et son rôle d'arbitre, de garant de l'application de la loi, de régulateur et de développeur dans le sens de la mise en place des politiques libérant les énergies latentes et balisant le processus de développement.

la tendance baissière de l'investissement. Mais au préalable des réformes à très court terme sont proposées dont l'objectif est de réhabiliter la confiance et dynamiser quelque peu l'activité économique».

**ACTIONS À TRÈS COURT TERME**

Pour réunir les conditions d'une reprise rapide de l'investissement, l'ancien ministre propose cinq mesures à très court terme axées sur la levée de l'interdiction arbitraire de voyage des hommes d'affaires, sauf pour une liste nominative avec une autorisation judiciaire et l'interdiction d'être limitée dans le temps, l'ouverture des frontières avec la Libye en assurant la circulation des personnes et des marchandises avec un contrôle sanitaire et sécuritaire renforcé. A celles-ci s'ajoutent l'accélération de l'exécution du budget d'investissement de l'Etat pour 2021 en identifiant une liste de projets, la reprise rapidement des négociations avec le FMI pour la conclusion d'un nouvel accord de financement qui permettra également de mobiliser d'autres financements dans le cadre de la coopération multilatérale et bilatérale, outre le soutien qui devrait être apporté aux entreprises impactées par la crise sanitaire en accélérant la mise en

œuvre des mesures déjà annoncées et prendre éventuellement d'autres mesures qui s'imposent.

L'étape actuelle exige aussi des réformes et des ajustements à moyen terme visant en premier lieu la relance de la croissance. En effet, ces réformes devraient permettre de relever le potentiel de croissance à moyen et long termes à travers notamment un rebond de l'investissement et l'adaptation des politiques sectorielles aux mutations qui s'opèrent à l'échelle internationale suite au covid-19.

Les réformes consisteront en effet en la mise en place d'un climat des affaires attractif conforté par un rétablissement de confiance des opérateurs économiques, l'amélioration de l'accès au financement pour les PME, en renforçant les efforts pour alléger davantage les procédures administratives, en supprimant les autorisations. D'autres réformes non moins importantes visent à développer le partenariat public-privé, relever le défi de l'économie numérique, profiter des mutations qui s'opèrent à l'échelle internationale dont notamment la transition énergétique et écologique et le changement du mode de travail qui impose de nouvelles contraintes. Il s'agit aussi de «profiter des relocalisa-

tions des industries stratégiques après les importantes ruptures d'approvisionnement, notamment en provenance de la Chine, en améliorant considérablement la compétitivité et l'environnement des affaires et la visibilité grâce à une stabilité politique qui contribuerait à la restauration de la confiance des investisseurs».

**REDRESSEMENT DES ÉQUILIBRES FINANCIERS, SOUTENABILITÉ DE LA DETTE**

La politique budgétaire s'attachera à assurer la soutenabilité de la dette à travers une maîtrise accrue du déficit budgétaire par le renforcement de la mobilisation des ressources propres et la maîtrise des dépenses. Pour ce qui est des dépenses, les réformes porteront sur la maîtrise de la progression de la masse salariale publique et la refonte de la politique de subvention et des mécanismes de compensation ainsi que la restructuration des entreprises publiques. S'agissant de la soutenabilité de la dette, elle «pourrait être renforcée par la mobilisation de ressources à long terme».

**PRINCIPALES PISTES DE REDRESSEMENT**

De son côté, Mahmoud Ben Romdhane, universitaire et ancien ministre des Affaires

AHMED KARAM, ANCIEN PRÉSIDENT DE L'ASSOCIATION PROFESSIONNELLE TUNISIENNE DES BANQUES ET INSTITUTIONS FINANCIÈRES, À LA PRESSE :

## «LES ÉNERGIES RENOUVELABLES ET LE TOURISME, CLÉS DE VOÛTE DE LA RELANCE ÉCONOMIQUE»

La nouvelle équipe gouvernementale conduite par la première femme cheffe de gouvernement de l'histoire du pays, Najla Bouden, est appelée à corriger la trajectoire d'un Etat parvenu à un insoutenable stade de déliquescence. Elle a à gérer un Etat où insolvabilité, effondrement des systèmes bancaire, hospitalier et éducatif, endettement extérieur et dépréciation du dinar se conjuguent ensemble, freinant la marche d'un pays pris à la gorge. Un pays où est malmené un peuple pris en otage. Afin d'y remédier, le nouveau gouvernement devra donner un signal de présence et d'espoir. Il devra, pour ce faire, rompre avec les promesses infondées d'hier et les fourberies de la politique politicienne. La relance du pays sur la voie de la croissance et du développement aura donc pour maîtres mots : lutte contre la malversation, travail acharné et innovation, de l'avis de l'ancien président de l'Association professionnelle tunisienne des banques et institutions financières, Ahmad Karam, interviewé par La Presse.

**LES CHANTIERS À ATTAQUER PAR LE NOUVEAU GOUVERNEMENT NE SONT PAS DES MOINDRES : RELANCE DE LA CROISSANCE, EMPLOYABILITÉ DES JEUNES, RÉÉQUILIBRAGE DE LA BALANCE COMMERCIALE, RENFLOUEMENT DES CAISSES DE L'ÉTAT, MAÎTRISE DE LA DETTE ET RESTAURATION D'UN POUVOIR D'ACHAT DÉTÉRIORÉ. QUELLES SÉRAIENT LES PRIORITÉS DES PRIORITÉS DANS LE CONTEXTE ÉCONOMIQUE ET SOCIAL ACTUEL, SELON VOUS ?**

Il y a, de prime abord, une grande urgence pour ce nouveau gouvernement, notamment la lutte contre le déséquilibre budgétaire. Lequel déséquilibre se veut à l'origine de tous les maux. Malgré une augmentation annuelle de 10% des dépenses de l'Etat, la croissance économique n'a été que de 1,1% par an. On a donc dépensé non pas pour créer des richesses mais pour gaspiller. La masse salariale et le remboursement des intérêts de la dette accaparent 65% du budget de l'Etat. En pâtissent les investissements publics ô combien nécessaires pour l'amélioration du climat des affaires et la relance des investissements productifs (4% des dépenses en 2020 contre 10% en 2010). Le déséquilibre budgétaire dont je parle a plongé le pays dans une spirale d'endettement public très dangereuse, sachant que le montant de la dette s'élève actuellement

à 99,1 milliards de dinars, contre 25 milliards de dinars en 2010.

Ici on parle d'un budget qui ne fait qu'hypothéquer l'avenir du pays, puisqu'il faut travailler des années pour rembourser cette dette. Ajoutons que ce même budget, très mal géré, n'a fait qu'empirer les choses. C'est-à-dire que l'augmentation des dépenses n'a en aucun cas contribué à réduire le taux de chômage (20%), le taux de pauvreté (20%) et les disparités régionales.

Pour moi, il y a un taux de déficit soutenable et un autre insoutenable. Un taux de déficit de 11% n'est pas soutenable, mais on peut atteindre un taux de 6% soutenable si l'on adopte un ensemble de mesures.

**VOULEZ-VOUS EXPLICITER CES MESURES ?**

D'abord, il faut reprendre les négociations avec le Fonds monétaire international, parce que nous avons besoin de fonds pour rééquilibrer le budget économique de 2022 et envoyer ainsi un signal positif au marché financier international. Un signal qui donnera à lire que la Tunisie renoue avec les démarches sereines.

Il faut également lever des capitaux pour la reprise et l'amorce de l'activité économique. Une fois que le rééquilibrage du budget est atteint, on n'a qu'à revoir, dans un premier temps, la question de la masse salariale.

Ici, je ne mets pas en cause l'augmentation salariale sans doute nécessaire pour l'amélioration du pouvoir d'achat mais plutôt le nombre exagéré de fonctionnaires. D'ailleurs, le nombre des fonctionnaires en Tunisie est égal à celui de la Grande-Bretagne dont la population dépasse largement la nôtre. Les solutions ne manquent pas pour autant pour pallier ce genre d'anomalies, comme le fait d'encourager la retraite anticipée et de pousser les fonctionnaires à partir pour s'installer pour leur propre chef, via des mesures incitatives.

Sur un autre plan, il faut revoir la caisse de compensation, en privilégiant l'informatisation en vue de déterminer les vrais ayants droit. Tout autant qu'il faut s'atteler à trouver des solutions pour les entreprises publiques dont les dépenses sont énormes.

La question énergétique doit être, de surcroît, au centre des préoccupations, vu que le baril se négocie aujourd'hui à 82 dollars et devra atteindre 100 dollars prochainement. Dans ce cas de figure, on n'a qu'à privilégier l'énergie solaire et éolienne, étant donné que le coût de production est beaucoup moins cher que celui des énergies fossiles.

Puis, volet recettes, il ne faut pas perdre de vue que la Tunisie a un arriéré d'impôts constaté de 10 milliards de dinars, dont 3 à 7 milliards sont récupérables. Pour collecter ces impôts, il faut former des recouvreurs et

initier des primes encourageantes. Dans la même optique, nous savons tous que plusieurs contribuables ne déclarent pas leurs revenus ou les déclarent partiellement. Or, les nouvelles technologies permettent de reconstituer les revenus des contribuables. On a aussi des prêts extérieurs qui n'ont pas été débloqués parce que les projets à réaliser (de l'ordre de 15 milliards de dinars) ont été suspendus pour des raisons diverses. Il faut toute une dynamique pour reprendre ces projets.

**PRÉCONISERIEZ-VOUS DES ACTIONS IMMÉDIATES POUR LA RELANCE DE LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE ?**

Pour relancer la croissance économique, il y a des actions à engager immédiatement, j'en conviens. D'abord, il faut maîtriser les exportations. Puis, il faut miser sur le secteur du tourisme, surtout que le pays a réussi sa campagne de vaccination. Étant donné que ce secteur génère 6 milliards de dinars de recettes en devises, les parties concernées sont appelées à mettre les bouchées doubles afin de préparer comme il se doit la saison touristique à venir, en vue de renflouer les caisses de l'Etat et rembourser la dette.

Les finances publiques, la maîtrise de l'exportation, l'affinement de l'offre touristique et les énergies renouvelables sont, au demeu-



rant, des conditions sine qua non pour la relance d'une économie en berne.

Propos recueillis par Mohamed Hédi ABDELLAOUI

## LES PRIORITÉS ÉCONOMIQUES DE LA TUNISIE À COURT ET MOYEN TERMES

MOHSEN HASSAN, ANCIEN MINISTRE DU COMMERCE A LA PRESSE

# “CE GOUVERNEMENT DISPOSE D’UNE PLUS GRANDE MARGE DE MANŒUVRE POUR DÉMARRER LES GRANDES RÉFORMES”

Donner aux Tunisiens l’espoir de lendemains qui chantent. Voilà une lourde tâche qui attend le nouveau gouvernement. L’équipe gouvernementale, fraîchement désignée, hérite d’une situation économique extrêmement difficile. Elle ne doit pas ménager ses efforts pour lutter contre l’inflation, le chômage, la détérioration du pouvoir d’achat, la pauvreté, etc. Mais avant tout, elle doit trouver une issue sur le plan financier et boucler le budget de l’Etat pour l’exercice 2021. Un véritable casse-tête, étant donné le tarissement des ressources de financement intérieur et extérieur. En dépit du risque croissant de défaut de paiement, on estime que les fondamentaux de l’économie tunisienne demeurent encore solides. “Il faut mettre le dossier économique en priorité parce que la bataille aujourd’hui est fondamentalement économique”, affirme Mohsen Hassan. Pour l’ancien ministre du Commerce, ce nouveau gouvernement a les coudées franches et peut engager une dynamique vertueuse de réformes qui peut faire éviter à l’économie nationale le scénario libanais.

Restaurer la confiance avec les agents économiques mais aussi avec les partenaires étrangers, notamment les bailleurs de fonds, est la première priorité à laquelle doit s’attaquer le nouveau gouvernement, affirme Mohsen Hassan, ancien ministre du Commerce et expert économique dans une interview accordée à *La Presse*. Il souligne, à cet égard, que la confiance des bailleurs de fonds et des investisseurs en Tunisie ne cesse de s’éroder, et ce, en raison principalement de l’instabilité politique précisant, dans ce même contexte, qu’il est impératif de rétablir la confiance aussi bien à l’intérieur qu’à l’extérieur.

### BOUCLER LE BUDGET DE L’ETAT POUR L’EXERCICE 2021

Deuxième priorité: les finances publiques. En effet, le gouvernement doit se pencher dans l’immédiat sur l’élaboration de la loi de finances complémentaire 2021 et la loi de finances 2022. Avec un déficit budgétaire établi à près de 10 milliards de dinars et une hausse galopante des cours de pétrole et des matières premières, les solutions au casse-tête du budget 2021 ne sont pas légères. “Les besoins de financement pour boucler le budget de l’Etat pour l’exercice 2021 sont de l’ordre de 10 milliards de dinars et seront en hausse continue, vu l’augmentation continue des prix, au niveau mondial, notamment du baril de pétrole qui a dépassé les 82 dollars mais aussi du coût du transport maritime. Toutes ces hausses se traduisent par des pressions inflationnistes au niveau mondial qui risquent d’aggraver nos besoins pour les années 2021 et 2022.

Le dernier communiqué de la BCT a bien confirmé ces difficultés”, a précisé Hassan. S’agissant des ressources de financement extérieures, l’expert estime que les relations avec le FMI ne sont pas sur la bonne voie et qu’il est peu probable que le nouveau gouvernement arrivera à trouver un terrain d’entente avec l’institution de Bretton Woods, et ce, pour deux raisons. Tout d’abord, il s’agit d’un gouvernement provisoire, indique notre interlocuteur. “D’après les déclarations du Chef de l’Etat, le nouveau gouvernement est un gouvernement provisoire. Sa mission se termine avec la fin des mesures exceptionnelles”, a-t-il noté. Ensuite, l’instabilité politique et la faiblesse des institutions de l’Etat sont autant de facteurs dissuadants pour le FMI. “Lors des dernières négociations entre le FMI et le gouvernement Mechichi, l’institution a exigé que l’Ugta et le parlement montrent patte blanche et approuvent le programme de réformes présenté”, a ajouté Hassan. Recourir au marché financier international semble également une solution qui n’est pas du tout évidente, étant donné la dégradation de la note souveraine de la Tunisie. “En suivant l’évolution des obligations tunisiennes sur le marché financier

“ Le bilatéral est une recommandation de la BCT. C’est la diplomatie économique, c’est-à-dire que le Président de la République est appelé à exercer son rôle au niveau de la diplomatie économique en recourant à des pays amis et frères afin d’obtenir un crédit à des conditions bonifiées ou même une aide pour financer les besoins du reste de l’année et préparer l’année 2022. Il ne faut pas trop compter sur le multilatéral, l’Union européenne, les Etats-Unis, etc.

international et l’élargissement du spread, on comprend que notre image au niveau du marché financier international n’est pas bonne. Si on ajoute à cela la détérioration de la note souveraine de la Tunisie qui risque de se dégrader encore, les possibilités d’accès au marché financier international sont de plus en plus limitées. Il ne faut pas s’attendre à un recours au marché financier sans l’aval d’un pays à notation investment grade”, a expliqué l’expert.

### ÉMISSION DE SUKUK ET DIPLOMATIE ÉCONOMIQUE

Quelles sont alors les solutions possibles, si toutes les portes sont fermées? Selon l’ancien ministre du Commerce, l’émission des Sukuks souverains et l’activation de la diplomatie économique constituent la seule issue ouverte pour surmonter l’impasse budgétaire. Il ajoute : “ Le bilatéral est une recommandation de la BCT si on fait une lecture du dernier communiqué. C’est la diplomatie économique, c’est-à-dire que le Président de la République est appelé à exercer son rôle au niveau de la diplomatie économique en sollicitant des pays amis et frères afin de solliciter un crédit à des conditions bonifiées ou même une aide pour financer les besoins du reste de l’année et préparer l’année 2022. Il ne faut pas trop compter sur le multilatéral, l’Union européenne, les Etats-Unis, etc. Je pense que le Président de la République doit aller directement aux pays du Golfe, qui ont soutenu les décisions prises le 25 juillet mais attention ça aura un coût politique. Les pays arabes, qui vont accepter de nous soutenir financièrement, vont imposer une contrepartie politique et c’est la règle du jeu”.

### ENDETTEMENT INTÉRIEUR : DES MARGES DE MANŒUVRE TRÈS RESTREINTES.

Au mois de juillet et août derniers, le trésor public a échoué deux émissions de bons BTA à long terme. Les banques ont refusé de souscrire à ces émissions. L’effet d’éviction exercé sur l’économie et provoqué par le recours excessif de l’Etat au financement intérieur risque de s’accroître. Selon l’ancien ministre, la situation est d’autant plus critique que la solvabilité des banques pourrait être en jeu. “L’endettement du trésor auprès du système bancaire est de 18 milliards de dinars, c’est un niveau alarmant. Je vous rappelle aussi que l’endettement du secteur public (l’Office des céréales, l’Etap, la Steg, la Stir, etc. surtout auprès des banques publiques, est sans précédent où on a dépassé largement les règles prudentielles et les règles de répartition de risques adoptées par les banques” a-t-il mis en garde. Il rappelle, à cet égard, que le marché

monétaire et financier connaît, en ce moment, une crise de liquidité. L’intervention quotidienne de la BCT est à hauteur de 12 milliards de dinars. “Si on continue à agir sur le système bancaire et à l’obliger à financer le trésor public, on risque d’abord l’effet d’éviction qui sera exercé sur les entreprises mais aussi on risque d’altérer la solidité financière des banques.

Le dernier rapport de Standard and Poor’s confirme que les banques tunisiennes seront confrontées à une baisse de la rentabilité, à une augmentation de risques et à une baisse des fonds propres. On risque d’asséner le coup de grâce au secteur bancaire et c’est grave”, a souligné l’ancien ministre. Il tire la sonnette d’alarme et met en garde contre les risques qui planent sur les banques dont le rôle principal est de collecter les dépôts et octroyer les crédits au secteur privé. La possibilité des emprunts obligataires n’est pas, elle aussi, envisageable. L’échec de l’emprunt obligataire destiné au grand public montre la capacité très limitée de ce moyen de financement à lever les fonds. Il précise, à cet égard : “Dernièrement, on a lancé deux emprunts obligataires destinés au grand public. Le premier a permis de collecter 700 millions de dinars, le deuxième 400 millions. C’est le ministère des Finances qui a pu les boucler, ce n’est pas le grand public qui y a participé, mais ce sont encore les banques”.

### LA PLANCHE À BILLETS POUR FINANCER LE PLAN DE RELANCE ?

Pour l’expert, la solution de la planche à billets présente plusieurs difficultés. Sur la sellette, la création monétaire génère les risques d’une spirale inflationniste. Mais notre interlocuteur tempère son avis, précisant que la planche à billets peut être recommandée si elle est activée pour financer la relance économique et la création de richesses. “Le taux d’inflation est à presque 6%. Notre économie est une économie ouverte. La hausse des prix des matières premières au niveau mondial aura des répercussions sur l’inflation, c’est l’inflation importée. Si on opte pour le financement monétaire, on risque de voir un taux d’inflation à deux chiffres.

“ La confiance des bailleurs de fonds et des investisseurs en Tunisie ne cesse de s’éroder, et ce, en raison, principalement de l’instabilité politique, précisant, dans ce même contexte, qu’il est impératif de rétablir la confiance aussi bien à l’intérieur qu’à l’extérieur.

Mais on peut recourir à la planche à billets avec des seuils limites qui préviennent les risques d’inflation”, a-t-il soutenu. Il ajoute “On peut faire tourner la planche à billets pour relancer l’économie. Lorsque la BCT crée de la monnaie pour créer de la richesse, ça pourrait être une bonne solution. La BCT peut financer le plan de relance et les investissements publics. On peut également restructurer les PME en recourant à la création monétaire. La BCT peut intervenir pour assurer la relance de l’économie, mais c’est risqué quand il s’agit du financement du trésor public”. Affirmant que le spectre du défaut de paiement plane sur la Tunisie, Hassan a rappelé que le service de la dette est établi à plus de 7 milliards de dinars dont 5 de dettes intérieures et 2 de dettes extérieures, qui devront être remboursées avant la fin de l’année en cours. Enfin, l’expert n’a pas écarté la possibilité de cession de certaines entreprises publiques pour résoudre le problème du déficit budgétaire. “Je considère que les entreprises publiques



ont un rôle économique et social à jouer et je défends un secteur public fort, mais aussi un secteur privé fort. Mais dans les moments difficiles, la privatisation de certaines entreprises pourrait être une solution et sauver le pays, et ce, en attendant de lancer les réformes structurelles”, a-t-il indiqué.

Un autre dossier doit être traité en priorité: le plan de relance. Il s’agit d’une urgence économique, compte tenu de la conjoncture de crise liée au coronavirus. Selon l’ancien ministre, le plan de relance doit faire partie du budget de l’Etat 2022 ou du budget complémentaire 2021. “On ne peut pas rester sans créer de la richesse. Si on continue sur cette lancée, le risque est énorme. Le communiqué de la BCT l’a bien dit. Le nouveau gouvernement doit annoncer un plan de relance économique basé sur deux éléments essentiels, à savoir les investissements publics et privés et la restructuration des PME”, a-t-il fait savoir. Il a affirmé qu’aujourd’hui, les investissements publics sont insignifiants et que, malgré l’assèchement des ressources financières, le gouvernement est appelé à consacrer un budget conséquent pour les investissements publics, notamment dans l’infrastructure, la santé, l’éducation; l’infrastructure routière, etc. Les partenariats publics privés sont, à cet égard, recommandés pour pallier les problèmes de financement. “Il y a un tas de projets à la Kasbah qui peuvent être financés dans le cadre du PPP. C’est à nous de trouver les partenaires étrangers et c’est à nous de rassurer les partenaires étrangers”, a-t-il noté.

En ce qui concerne l’investissement privé, l’enjeu consiste d’abord à sauver le tissu du secteur privé, sachant que plus de 80 mille PME sont menacées. Avec des caisses vides, ces entreprises risquent de fermer définitivement leurs portes. “Un état d’urgence national doit être décrété pour sauver nos PME qui opèrent dans tous les secteurs. L’objectif derrière est de restructurer ces PME financièrement et fiscalement”, a-t-il souligné.

### UN NOUVEAU CONTRAT SOCIAL

La sécurité sociale et le maintien du pouvoir d’achat sont des dossiers qui doivent être traités en urgence, et ce, sur un pied d’égalité que les priorités économiques. A cet égard, Mohsen Hassan a rappelé que le cinquième des Tunisiens vit sous le seuil de la pauvreté. Avec un chômage endémique qui touche plus de 18% de la population, et qui s’est aggravé sous l’effet de la crise liée au coronavirus, l’Etat est appelé à soutenir et venir en aide aux couches vulnérables. L’expert a également souligné que, de même la préservation du pouvoir d’achat est une priorité de ce gouvernement. Pour ce faire, une stratégie basée sur la diversification de l’offre, à travers des politiques de filières claires, mais aussi à travers la mise à niveau des circuits de distribution et la lutte contre le marché parallèle, doit être élaborée. La réduction de la pression fiscale sur le revenu et la révision du tableau d’imposition peuvent être dans ce sens une mesure au profit des couches sociales démunies, affirme l’ancien ministre.

La mise en place d’un nouveau contrat social figure aussi parmi les priorités de la nouvelle équipe gouvernementale. “Ce gouvernement est appelé à constituer une task force, formée des meilleurs experts économiques et sociaux. Son objectif est d’élaborer un contrat social qui définit le socle d’une vie commune. Ce contrat social doit contenir des réponses aux questions suivantes: quel est le rôle de l’Etat? Quel est le modèle économique à adopter? Quel avenir pour les entreprises publiques? Quel avenir pour le secteur privé pour le PPP? Ce sont, en somme, des questions d’ordre stratégique qui concernent les générations futures”, a fait savoir l’ancien ministre.

### LES RÉFORMES STRUCTURELLES

Dans ce même sillage, les réformes struc-

turelles sont un autre dossier important et non des moindres. Pour l’expert, la Tunisie a besoin d’une nouvelle vision économique, de nouvelles politiques sectorielles, notamment pour l’agriculture, l’industrie 4.0, la transition énergétique, la santé, l’enseignement... Il étaye son propos : «Elaborer des politiques de filières afin de développer l’offre, proposer un plan de réformes de l’environnement des affaires, revoir le modèle de financement de l’économie, revoir le rôle de la Bourse de Tunis, assurer une stabilité et une réforme fiscale, améliorer l’employabilité des diplômés de l’enseignement supérieur, améliorer la qualité de services publics, combattre

“ Les besoins de financement pour boucler le budget de l’Etat pour l’exercice 2021 sont de l’ordre de 10 milliards de dinars et seront en hausse continue vu l’augmentation continue des prix, au niveau mondial, notamment du baril de pétrole qui a dépassé les 82 dollars mais aussi du coût du transport maritime. Toutes ces hausses se traduisent par des pressions inflationnistes au niveau mondial qui risquent d’aggraver nos besoins pour les années 2021 et 2022.

l’inflation, améliorer l’environnement des affaires, débloquer la mise en place de l’économie sociale et solidaire, etc, sont autant de réformes qui doivent voir le jour. Une stratégie d’implémentation de réformes, qui obéit à une démarche scientifique et prend en compte le coût de financement, doit être également mise en place avant le démarrage des réformes”, a-t-il lancé. Pour l’ancien ministre, le nouveau gouvernement a l’avantage d’avoir les coudées franches en étant libre des contraintes imposées par l’ARP. Il a estimé que, durant les dix dernières années, le parlement a été un élément de blocage de la mise en œuvre à temps des réformes. Il conclut : «On est dans cette situation très difficile parce qu’on n’a pas mené les réformes à temps. Les gouvernements précédents ont essayé de démarrer les réformes structurelles mais je pense que ce gouvernement dispose de plus de marge de manœuvre pour le faire correctement. Malgré ces difficultés économiques, je demeure convaincu que les fondamentaux de l’économie tunisienne restent encore solides. Ce qui est important c’est de mettre le dossier économique en priorité.

La bataille aujourd’hui est fondamentalement économique. Il faut que le Président accorde beaucoup d’importance à ce dossier. Je crains que la Tunisie ne connaisse le même sort que le Liban ou qu’elle sollicite le club de Paris pour un rééchelonnement de la dette. J’ai peur que mon pays ne trouve pas les moyens de payer les salaires des fonctionnaires, d’honorer ses engagements et qu’il continue sur la même voie économique actuelle”.

Propos recueillis par Marwa SAÏDI

“ Le taux d’inflation est à presque 6%. Notre économie est une économie ouverte. La hausse des prix des matières premières au niveau mondial aura des répercussions sur l’inflation, c’est l’inflation importée. Si on opte pour le financement monétaire, on risque de voir un taux d’inflation à deux chiffres. Mais on peut recourir à la planche à billets, avec des seuils limites qui préviennent les risques d’inflation.

ZOOM

# REMETTRE LES PENDULES À L'HEURE...

Le nouveau gouvernement entre désormais dans le vif du sujet: l'exercice du pouvoir. Après sa formation, il est appelé à remettre les pendules à l'heure. De prime abord, la conception d'une feuille de route est d'une extrême urgence, suivie de l'exécution d'une série de réformes structurelles en suspens depuis des années. Les experts et les opérateurs économiques n'ont de cesse de rappeler à la cheffe du gouvernement, Nejla Bouden, les enjeux à relever et des dossiers brûlants à examiner. En effet, la spirale de la mobilisation devrait repartir au moment où le pays est en train de se ressaisir d'abord sur le plan politique. Si le volet économique, en particulier, ressort exsangue de la période pandémique, de nombreux déficits et marasmes sont antérieurs à la crise du covid et nécessiteront une prise en main structurelle. Leur traitement ne bénéficiera d'aucun état de grâce et exigera d'activer des réformes trop longtemps différées. Tout retard dans la mise en œuvre des réformes aura un coût élevé pour la collectivité nationale. Il remettra en cause le début de relance et aura des conséquences incalculables sur la stabilité

politique et socioéconomique du pays. Par ailleurs, l'annonce d'une feuille de route pour les réformes politiques permettrait de rassurer tout le monde et plus particulièrement la communauté internationale et de reprendre les négociations avec le FMI ainsi qu'avec les bailleurs de fonds pour mobiliser les ressources de financement requises. Rappelons que la situation économique et financière est réellement difficile. Des risques sérieux pèsent sur la préservation des acquis du pays aussi bien sur le plan économique que politique. Les prémices de relance de la croissance demeurent fragiles et doivent être consolidées et amplifiées par la mise en œuvre de réformes de fonds pour corriger les distorsions et assurer le combinaison optimale des facteurs de production. La remobilisation de toutes les énergies et de toutes les forces vives du pays doit être activement recherchée pour rétablir la confiance entre la classe politique et les acteurs socioéconomiques et recréer les conditions de succès à la nécessaire politique de réforme et d'ajustement.

Najoua HIZAOU

## ► KIOSQUE INTERNATIONAL

### LE FMI ALERTE SUR L'ACCÉLÉRATION DE L'INFLATION

Dans son dernier rapport sur les Perspectives de l'économie mondiale, le Fonds monétaire international (FMI) alerte sur les risques d'une "accélération persistante" de l'inflation sur fond de reprise incertaine.

La reprise économique "s'est accompagnée d'une forte accélération de l'inflation" cette année dans les pays avancés et les pays émergents, nourrie par un raffermissement de la demande, des pénuries d'approvisionnement et l'augmentation rapide des cours des produits de base", indique l'Institution financière internationale. "Nous prévoyons dans nos dernières Perspectives de l'économie mondiale que l'inflation devrait rester plus soutenue dans les mois qui viennent avant de retrouver ses niveaux antérieurs à la pandémie mi-2022, bien que des risques d'accélération persistent", indique la même source.

Et d'ajouter que la bonne nouvelle pour les dirigeants, c'est que les anticipations d'inflation à long terme sont bien ancrées, toutefois les économistes ne sont pas toujours d'accord sur la durée des pressions haussières sur les prix.

### EXPO-2020 : DUBAÏ OUVRE SES PORTES AU PLUS GRAND ÉVÉNEMENT MONDIAL DEPUIS LE DÉBUT DE LA PANDÉMIE

La ville de Dubaï vit depuis le début du mois d'octobre au rythme de l'Expo-2020, le plus grand événement à l'échelle mondiale depuis le début de la pandémie du covid-19.

Inaugurée officiellement par le prince héritier de Dubaï, Cheikh Hamdane Ben Mohammed Ben Rached Al Maktoum, cette manifestation d'envergure mondiale accueille plus de 190 pays, venus "pour penser le monde de demain".

Il s'agit d'un "nouveau chapitre de l'Histoire qui s'écrira à Expo 2020 Dubaï, la première organisée dans un pays de la région du

Moyen-Orient, d'Afrique et d'Asie du Sud (MEASA)", indiquent les organisateurs. Quelque 25 millions de visiteurs sont attendus lors de cette exposition qui a été reportée l'année dernière en raison de la pandémie du covid-19. Selon les organisateurs, toutes les mesures préventives ont été prises pour éviter la propagation du coronavirus.

### QUATRIÈME ÉDITION DE L'EU-AFRICA BUSINESS SUMMIT

La ville de Marrakech au Maroc abritera, les 28 et 29 novembre 2021, la quatrième édition du sommet des entreprises UE-Afrique. Il s'agit d'un rendez-vous annuel dédié à la promotion et à la facilitation du commerce et des investissements entre les deux continents. La quatrième édition du sommet des entreprises UE-Afrique, organisée par l'European Business, réunira des chefs d'entreprise influents, des décideurs et des experts pour répondre aux défis politiques les plus importants qui façonnent l'avenir commun des deux continents. Cette rencontre sera en particulier centrée autour de quatre thèmes principaux, à savoir la chaîne de valeur de l'Afrique, la transformation numérique, l'innovation dans le domaine de la santé et la transition verte. Pour les organisateurs de cet important rendez-vous annuel, l'objectif est de débattre des enjeux politiques, économiques, sociaux et environnementaux pour faire entendre la voix des entreprises en Europe et en Afrique.

Arnaud Thysen, directeur général de l'European Business Summit, souligne que plusieurs commissaires européens soutiennent activement ce sommet. «Il est aussi soutenu par des organisations panafricaines comme la Banque africaine de développement (BAD), ainsi que par la Banque mondiale et le FMI qui vont travailler sur un nouveau cadre qui facilite les échanges entre l'Afrique et l'Europe», a-t-il indiqué.

N.H.

## ► HIGH TECH

### FACEBOOK, INSTAGRAM, WHATSAPP, LES DESSOUS D'UNE PANNE HISTORIQUE

4 octobre, 15 h 40 UTC. Cloudflare, une des plus grosses sociétés permettant d'optimiser et sécuriser le trafic sur Internet, constate que Facebook a cessé d'associer son nom de domaine à ses adresses IP. Sur les ordinateurs du monde entier, une page blanche affichant une erreur de connexion apparaît et les applications Facebook, Instagram, WhatsApp, Facebook Messenger se figent sur les smartphones.

Facebook et ses divers services ont totalement disparu de la surface du Web. Un bol d'air pour certains, fustigeant l'ambiance anxiogène du réseau en raison de sa tendance à laisser filer la désinformation et ceux qui la font. Une catastrophe, pour des centaines de millions d'utilisateurs démunis sans les outils et services du réseau social.

Pour les internautes, c'est alors la ruée vers les autres réseaux sociaux et, en premier lieu, Twitter pour savoir ce qu'il s'est passé. Des réseaux qui ont brusquement croulé sur les connexions au point de saturer. C'est d'ailleurs via Twitter que Facebook a annoncé qu'un vrai problème était en cours de traitement. Et cette panne mondiale a duré six heures ! Un record. Une cyberattaque géante? Non, plutôt une erreur de manipulation lors d'une opération de configuration des serveurs. Alors, que s'est-il vraiment passé ?

### LES SERVEURS DNS ACCUSÉS À TORT

DNS, IP, BGP... Ces acronymes ont été massivement employés dans la soirée pour décrire la source du souci rencontré par Facebook. Chacun d'eux fait effectivement partie du scénario catastrophe mais celui qui a été le premier incriminé, à tort, a été le DNS. Le DNS, Domain Name Service, c'est ce qui permet d'associer une adresse Web, par exemple facebook.com, à une page internet. Cette page est identifiée par une adresse IP, une suite de chiffres que l'on peut comparer à un numéro de téléphone unique. Pour prendre une image, c'est l'équivalent de passer un appel depuis un mobile en saisissant simplement le nom du correspondant dans le carnet d'adresses. Le nom est relié à un numéro de téléphone que le réseau saura gérer. Étant donné sa taille, le réseau social dispose de ses propres serveurs DNS. Mais, durant la panne d'hier, ils fonctionnaient toujours, même s'ils tournaient dans le

vide et ne dialoguaient plus avec le reste du réseau. Le souci ne venait donc pas d'eux.

### UN DUO BGP ET AS QUI NE SE PARLE PLUS

Le vrai trublion, ce ne sont pas ces serveurs DNS, mais un protocole baptisé BGP, pour Border Gateway Protocol. Lors de la transmission de données, c'est lui qui va évaluer les meilleures routes pour acheminer à destination les paquets de données sur la totalité du réseau. Au lieu de devoir parcourir l'ensemble des serveurs DNS pour faire correspondre une adresse à un numéro pour la livraison des données, ce protocole se contente d'interroger de gros serveurs appelés AS (Autonomous Systems) qui sont gérés par les opérateurs Internet. Ce sont eux qui disposent des plus gros annuaires d'adresses IP. Ils viennent donner la cartographie du réseau au protocole BGP pour qu'il fasse aboutir les paquets de données rapidement. Les serveurs DNS font partie des adresses IP qui dialoguent avec ces serveurs AS. Et là, encore, Facebook dispose de ses propres serveurs AS mémorisant l'adresse IP de tous les services et également celles de ses serveurs DNS. Et c'est justement sur ces serveurs que s'est porté le souci. Lors d'une opération de mise à jour, les techniciens ont supprimé la base de données d'adresses IP du protocole BGP de façon accidentelle. À partir de ce moment, les serveurs AS n'avaient plus aucune instruction pour envoyer les paquets de données. Plus de route, plus de trafic, Facebook et l'ensemble de ses services se sont retrouvés débranchés. Et, comme les ennuis volent bien souvent en escadrille, la panne s'est éternisée en raison de plusieurs facteurs supplémentaires. Les adresses IP de Facebook étant coupées du réseau, par conséquent, le personnel de la firme ne pouvait plus accéder aux serveurs à distance pour rétablir le réseau. Un phénomène accentué par la mise en place massive du télétravail depuis le début de la pandémie. Pire encore, sur le lieu physique des datacenters, les employés restaient bloqués aux portes car leurs badges d'accès ne fonctionnaient pas en raison de cette panne. Enfin, dès lors que les câbles ont été rebranchés, il fallait également compter sur un tsunami de requêtes provenant des utilisateurs tentant tous de se connecter au même moment. Finalement, cette grosse mésaventure montre encore qu'Internet est d'une complexité incroyable et qu'une petite erreur peut avoir des conséquences mondiales.

## ► L'ENTREPRISE AUTREMENT

# Des méthodes à revoir (VI)

Par Foued ALLANI

Croisons les doigts, comme disent les Français, et prions pour que le gouvernement que Saïed nous a offert, lundi, puisse résoudre les énormes et épineux problèmes auxquels est confronté notre pays. Croisons les doigts car nous sommes à deux doigts ou presque de la faillite générale.

Espérons que ce gouvernement d'exception, qui n'est autre que celui de Saïed, puisque ce dernier s'est adjugé le pouvoir exclusif de le nommer et de le révoquer et fait qu'il n'est responsable que devant lui, puisse faire avancer le pays, c'est-à-dire l'éloigner un tant soi peu du précipice.

Près de 80 jours sans gouvernement pour un pays fortement lié à l'économie et aux finances mondiales, gérées par les grandes Bourses où chaque minute compte, ne sont, hélas rien pour le Président. Celui-ci nous donne l'impression qu'il passe son temps à couper en quatre un à un les cheveux de bon nombre de concepts politiques et juridiques, à construire des fusées à lancer sur « ses ennemis » et à collectionner les photos servant à appuyer ses discours. Pire, il n'a daigné donner aucune conférence de presse, ni se soumettre à un débat devant un amphî, pour se confronter à un auditoire averti et expliquer ce qu'il a fait et ce qu'il compte faire. Il s'est contenté à chaque fois de lancer des fusées contre « eux » (ses ennemis) et à alimenter la polémique autour des mesure qu'il a prises le 25 juillet puis le 22 septembre 2021 (Le fameux décret n°117) et à les accuser sans distinction de comploter et parfois de trahison.

Expliquant parfois que le pays n'avait pas de gouvernement selon la première version de la Constitution du 1er juin 1959, parfois que l'essentiel n'est pas d'avoir un gouvernement mais un programme, Saïed semble perdu dans les méandres de la théorie des régimes politiques, en se limitant à réitérer sa ferme volonté de changer le système politique et à lutter contre la corruption.

Aucun mot sur l'économie ni sur les finances publiques. Sa réflexion à propos des agences de notation a démontré encore une fois qu'il n'a aucune idée des mécanismes gérant les finances au niveau mondial puisque l'appréciation de ces agences est décisive pour convaincre bailleurs de fonds et autres institutions de prêt et investisseurs de tous bords de délier leurs bourses, ou non.

Qu'il soit appelé gouvernement ou administration (régime américain, calqué par Bourguiba de 1959 à 1970), l'exécutif qui gère les affaires publiques est fondamental pour chaque Etat. Le droit international définit d'ailleurs ce dernier selon trois critères essentiels: un territoire, un peuple et un gouvernement. Le peuple tunisien est d'ailleurs sorti en masse en avril 1938 pour revendiquer, entre autres, un gouvernement national comme pas décisif pour reconquérir sa souveraineté.

Et voilà que Saïed nomme, le 29 septembre dernier, Najla Bouden, une savante à la tête de son gouvernement (géologue). Dame qui force le respect et qui illustre à merveille le haut niveau de progrès auquel la femme tunisienne s'est haussée.

## EXPO DUBAÏ 2020

# LE 4 JANVIER 2022, JOURNÉE DE LA TUNISIE

L'exposition universelle Dubaï Expo-2020, reportée l'année dernière pour des raisons sanitaires, a démarré le 1<sup>er</sup> octobre 2021 et se déroulera sur six mois (jusqu'au 31 mars 2022), sur le thème : « Connecter les esprits, créer l'avenir ». Un rendez-vous incontournable pour les acteurs mondiaux des technologies et de l'innovation qui compte attirer environ 25 millions de visiteurs, entre entrepreneurs et investisseurs du monde entier, et plus de 150 pays.

Le 4 janvier 2022 sera la journée de la Tunisie à cet événement d'envergure qui se tient pour la première fois dans un pays arabe, les Emirats arabes unis. Cette participation tunisienne sera placée sur le thème : "La créativité de la jeunesse: un investissement pour l'avenir" et s'articulera autour des innovations apportées par les jeunes à travers les projets de certaines start-up réussies afin de mettre en valeur leurs contributions au processus de développement dans différents secteurs.

La Tunisie œuvre à travers cette participation à renforcer son positionnement en tant que destination d'investissement et de tourisme, ainsi qu'une plateforme pour l'exportation des produits et des services. Il s'agit, également, de développer les relations d'affaires et de faire connaître la qualité du produit tunisien tout en favorisant son accès aux marchés régionaux, à travers la plateforme de coopération offerte par la manifestation "Expo Dubai 2020".

Le stand tunisien aménagé sur une superficie de 438 mètres carrés comprend un espace de vente des produits artisanaux de qualité et un restaurant pour la vente des plats tunisiens. D'après les organisateurs, près de 200 pays participeront à cette manifestation et auront l'opportunité de faire connaître leurs spécificités dans les domaines techniques, culturels, architecturaux, touristiques et alimentaires, auprès de plus de 25 millions de visiteurs attendus aussi bien des Emirats arabes unis que d'autres pays.

Grâce à des technologies de pointe utilisant un large prisme de techniques de projection et de réalisation — intelligence artificielle, 3D, réalité augmentée —, « les visiteurs du pavillon Tunisie vivront une expérience immersive unique et se verront embarqués dans un tourbillon de faisceaux, de pixels et de codes binaires dans une ambiance sépia pour raconter le périple et les vicissitudes de 3000 ans d'histoire et interroger à la fois la curiosité de la découverte et l'envoûtement de l'ambiance Hi-Tech. Vestiges emblématiques, monuments millénaires et paysages pittoresques se mêleront aux figures légendaires, femmes et hommes, qui ont fait la gloire de ce pays et écrit en lettres d'or son histoire en guise de décodage sensoriel du génome de la Tunisie et de parchemin de son histoire séculaire ». Dans le cadre de l'organisation de Dubaï Expo-2020, le ministère des Technologies de la Communication se propose de lancer le présent appel à participation pour sélectionner 5 structures tunisiennes d'accompagnement de start-up (incubateurs, accélérateurs, start-up studios...) qui participeront à la « Journée Tunisie Digitale » le 1<sup>er</sup> décembre 2021 et dont les produits-solutions seront intégrés dans l'exposition tournante au pavillon national à Dubaï Expo-2020.

**UNE EXPÉRIENCE NUMÉRIQUE AMÉLIORÉE ET RATIONALISÉE POUR PLUS DE 25.000 FOURNISSEURS**  
Plus de 25.000 fournisseurs locaux et inter-



nationaux de l'Expo 2020 de Dubaï vont bénéficier d'une plateforme numérique unifiée d'approvisionnement et de paiement en temps réel, grâce à la technologie fournie par SAP, son partenaire en innovation et leader mondial en logiciels d'entreprise. Les solutions SAP Ariba vont entièrement numériser et automatiser le cycle de vie de l'approvisionnement au paiement, offrant ainsi une expérience numérique rationalisée aux fournisseurs de l'Expo 2020, tout en améliorant la transparence et l'efficacité de la chaîne d'approvisionnement mondiale de l'événement. Les solutions d'approvisionnement SAP Ariba, basées sur le cloud de l'entreprise leader en technologies numériques, sont exécutées à partir de son centre de données en format cloud public situé aux Emirats arabes unis et se connectent à Ariba Network, ce qui permet aux acheteurs et aux fournisseurs de joindre ce réseau et d'effectuer leurs transactions. Grâce à cette plateforme collaborative et mobile, les fournisseurs, préalablement inscrits, peuvent participer à des événements de sourcing, négocier et signer des contrats, ainsi que soumettre des factures et procéder au suivi des paiements en temps réel. L'Expo 2020 a déjà réalisé plus d'un milliard de dirhams émiratis (AED) de transactions sur cette plateforme innovante, ce qui confirme son efficacité et sa promesse de favoriser la croissance commerciale, particulièrement

celle des petites et moyennes entreprises (PME), à long terme et dans l'ensemble de la région Moyen-Orient et au-delà. Focus sur les opportunités d'export vers les Emirats arabes unis, Mohammed Al Hashmi, directeur de la technologie de l'Expo 2020 Dubaï, a précisé que "L'Expo 2020 est un investissement d'avenir à long terme qui vise à améliorer les possibilités de connectivité commerciale durable et de croissance des économies nationales et internationales. Notre partenariat avec SAP est un exemple concret des réalisations fructueuses effectuées avec le soutien de nos partenaires technologiques pour accueillir l'une des expositions mondiales les plus avancées sur le plan numérique. La mise en œuvre des solutions SAP Ariba a transformé notre cycle d'approvisionnement de bout en bout et a contribué à établir de nouvelles normes d'automatisation du processus d'approvisionnement pour des projets de grande envergure, tels que l'Expo 2020 Dubaï". L'Expo Dubaï est, à l'évidence, une opportunité pour consolider la coopération internationale, désormais essentielle pour relever des défis, tels que la pandémie mondiale, et promouvoir le dialogue et le transfert de connaissances entre communautés, indispensables pour surmonter les obstacles auxquels l'humanité fait face et aider à construire un meilleur avenir.

N.HIZAOU